

Présidentielle: collèges et lycées pourraient perdre des postes, craint le syndicat SNES

Paris, 13 mars 2017 (AFP) -

Le premier syndicat de l'enseignement secondaire, le Snes-FSU, s'est dit lundi inquiet de constater que le collège et le lycée sont peu évoqués dans la campagne présidentielle et craint de perdre des postes d'enseignants.

"Ce qui est assez commun" dans les programmes de plusieurs candidats, c'est la poursuite de la priorité au primaire décrétée sous François Hollande, a relevé Frédérique Rolet, secrétaire générale du syndicat.

Si Benoît Hamon promet 23.000 créations de postes de professeurs des écoles, "on peut penser qu'il y aurait chez Emmanuel Macron la tentation de prendre" des postes d'enseignants "au second degré pour abonder des postes dans le premier", a-t-elle estimé.

Le candidat issu de la primaire de la droite et du centre François Fillon envisage, lui, 500.000 suppressions de postes de fonctionnaires, sans que l'on sache quelle proportion pourrait concerner l'Education nationale.

"L'expérience Sarkozy nous montre que le moyen utilisé" pour réduire les postes "n'avait pas été annoncé clairement à l'avance: c'était supprimer la formation des enseignants", a souligné Benoît Teste, secrétaire général adjoint.

"On peut imaginer que ça revienne", ou que cela passe par une augmentation du temps de travail des enseignants évoquée par François Fillon. "Si vous confiez une classe en plus à tous les enseignants, vous absorbez forcément le nombre d'élèves en plus. Ce sont toutes des solutions plus inquiétantes les unes que les autres", a estimé M. Teste.

Le Snes-FSU s'inquiète de classes du secondaire qui "débordent" avec plus de 35 élèves. Il estime qu'il faudrait créer 26.000 emplois pour "abaisser de 10% en moyenne les effectifs des classes des collèges et des lycées publics".

Il prône aussi de "réinjecter les moyens économisés par la suppression des redoublements dans la mise en place de dispositifs alternatifs pour prendre en charge les élèves en grande difficulté".

Autre thème qui revient dans les programmes de plusieurs candidats, l'autonomie des établissements, même si tous n'en ont pas la même conception. "On voit que finalement, à telle ou telle sauce, l'autonomie est partagée de Hamon à Fillon", a déclaré M. Teste, estimant que c'est "un peu désespérant".

Le Snes-FSU, défenseur d'un "cadre national", est très critique sur la part d'autonomie introduite par la réforme du lycée sous la droite puis par la réforme du collège sous la gauche.

ang/fmp/sva/mm

Afp le 13 mars 17 à 19 16.